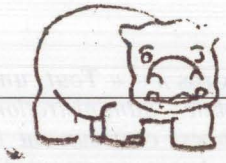
Henri Weber



Le PCF et l'Etat

A propos du livre de Fabre, Hincker et Sève, « les Communistes et l'Etat ».

Le livre de Jean Fabre, François Hincker et Lucien Sève (1) ne se lit pas comme un roman policier. Pour paraphraser un commentateur célèbre, on se demande même, à sa lecture, si l'on avale du coton hydrophile ou des soies de cochon... Mais il n'en présente pas moins, dès l'ouverture, un certain suspens : définissant l'objet de leurs investigations, les orateurs soulignent longuement d'entrée de jeu le caractère de classe de l'Etat français *« L'Etat,* écrivent-ils (p. 12), *c'est le dispositif à travers lequel s'élabore et se met en œuvre la politique qui répond aux intérêts globaux de la classe dominante, à travers lequel son pouvoir s'exerce sous les formes de l'autorité politique. C'est par excellence l'instrument grâce auquel la classe possédante maintient et reproduit sa domination. Ses formes, ses structures, ses organes sont essentiellement déterminés par son contenu de classe. La tête en est constituée par le pouvoir politique proprement dit, les hommes et les institutions-clefs qui prennent les décisions essentielles — présidence de la République, gouvernement, directions des partis politiques de la majorité... direction des grands corps de l'Etat — intimement liés aux dirigeants des grands monopoles et appuyés sur la majorité réactionnaire qui en est le support politique et qui sert de relais à leur emprise sur une partie des masses. »* Cette tête commande à un

(1) *Les Communistes et l'Etat.* Ed. Sociales Paris 1977.

« corps » : *« Tout un appareil d'Etat étendu, ramifié, historiquement mobile : administrations, forces répressives, organismes publics ou semi-publics, centraux ou locaux, collectivités territoriales... »* (2)

Après cet assaut d'orthodoxie, on se demande comment nos compères vont s'y prendre pour justifier, entre autres nombreuses choses, le maintien de la Constitution de 1958 dans le Programe commun, lui-même présenté (p. 108) comme *« la forme enfin trouvée de la transition au socialisme dans les conditions de la France »* ! Et cette interrogation contribue grandement à soutenir l'attention du lecteur lorsque la langue de bois déverse sur son crâne sa pluie de copeaux...

En réalité, le livre de Fabre, Hincker et Sève (FHS) ne porte pas tant sur l'Etat que sur la stratégie du PCF telle que l'actualise le XXIIe Congrès. Mine de rien, il se veut une réponse aux militants communistes qui gardent en travers de la gorge les « innovations théoriques » récentes du parti. Surtout, il s'efforce de restituer un cadre de référence théorique cohérent à l'ensemble des militants communistes singulièrement démunis sur ce plan depuis l'affaissement de l'édifice stalinien. Le résultat donne une assez bonne idée de ce que sera la figure française de « l'eurocommunisme ». Les thèmes majeurs de la problématique « italienne » sont repris. Mais la structure d'ensemble recèle de fâcheuses contradictions et les finitions sont baclées. Au total, le socle théorique du PCF ne sort pas immaculé de cette entreprise de ravalement. Il conserve ses lézardes, que les échéances prochaines, orientées et commentées pas les marxistes-révolutionnaires, peuvent transformer en béances...

Dictature du prolétariat et pouvoir despotique

FHS démarrent donc sur une vibrante profession de foi d'orthodoxie marxiste... tempérée toutefois par une non moins vibrante profession de foi antidogmatique : comme toute démarche scientifique, la théorie marxiste ne saurait être qu'ouverte, mouvante, consciente du caractère relatif de ses résultats, de leur nécessaire dépassement par le progrès de la théorie elle-même. Fort bien. (Applaudissement sur les bancs de l'extrême gauche) Tout le problème réside dans la nature du « dépassement » proposé. Celui de FHS a ceci de particulier que ce qui est dépassé, ce n'est pas la théorie marxiste, mais son avorton stalinien ; et que le résultat de l'opération (au demeurant fort laborieuse) n'offre l'illusion de la nouveauté que pour les néophytes. En réalité, il présente bien des traits de parenté avec l'œuvre du Kautsky des années vingt et de ses petits camarades...

(2) idem. p. 13, voir aussi p. 29

Soit, par exemple, l'« assimilation critique » des concepts de dictature du prolétariat (DDP), dont l'abandon récent, au détour d'une émission télévisée, a fait quelque bruit : qurest-ce que la dictature du prolétariat (DDP) selon FHS ? *« C'est un pouvoir d'Etat qui n'est tenu par aucune loi et repose directement sur la violence. »* (3) De deux choses l'une, ou bien il s'agit d'une énorme banalité, s'appliquant à tout type d'Etat : en dernière analyse, lorsque le pouvoir de la classe dominante est gravement menacée, celle-ci n'hésite pas à jeter par dessus bord sa propre légalité et à recourir à la violence ouverte, etc., ou bien il s'agit d'une définition spécifique de la DDP, mais alors c'est la définition stalienne, non la définition marxiste. Pour Marx, en effet, la DDP ne désigne pas un mode spécifique d'organisation du pouvoir, *une forme* particulière de l'Etat, mais le contenu de classe de l'Etat de transition au socialisme, par opposition au contenu de classe de l'Etat bourgeois. Et de même que l'Etat bourgeois peut revêtir la forme de la tyrannie d'un Pinochet ou celle de la démocratie scandinave, l'Etat de dictature du prolétariat peut revêtir la forme de la dictature d'un parti — et même d'un seul homme disait Lénine — ou celle de la démocratie autogestionnaire. C'est une question de rapport de forces — national et international — entre les classes.

Définir la DDP comme un *« pouvoir sans loi, fondé sur la pure violence »*, c'est non seulement choisir Staline contre Marx, c'est aussi et en conséquence, s'empêtrer dans d'inextricables contradictions. Comment un tel pouvoir peut-il être en même temps *« un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises »* (4) ? Parce que ses détenteurs l'exerceraient doctement dans l'intérêt du peuple et non plus d'une minorité ? La contribution de Marx à la science politique — on sait qu'il considérait le concept de DDT comme la clé de voûte du «marxisme » — se limiterait-ellle à une redécouverte du despotisme éclairé ?

Comment un pouvoir de violence sans loi — c'est-à-dire d'oppression et d'arbitraire — entamerait-il dès le départ un processus de dépérissement de l'Etat ? La forme développée de la dictature du prolétariat — celle qui correspond aux rapports de production institués par la socialisation de l'économie — c'est la démocratie des conseils ouvriers, l'autogestion généralisée de toute l'activité sociale. C'est cette forme développée qui représente une démocratie qualitativement supérieure à toutes les formes de démocratie bourgeoise. C'est elle qui inaugure le dépérissement de l'Etat. En aucune façon, la DDP ne constitue donc par essence un *pouvoir « violent et sans loi »*, c'est-à-dire un pouvoir despotique, un Etat d'exception, même si dans certaines circonstances historiques, elle peut aussi revêtir cette forme.

(3) idem. p. 39, p. 144, etc.
(4) Lenine : *l'Etat et la révolution*.

Tout cela, FHS le savent fort bien, c'est l'abc du marxisme. Mais il faut bien fonder en théorie l'abandon du concept de la DDP. Pour cela, quoi de plus simple que de présenter la DDP dans son acceptation stalinienne comme un mode despotique d'exercice du pouvoir d'Etat, rendu nécessaire par l'extrême précarité des rapports de forces ; puis s'aviser que ces rapports de forces ayant favorablement évolué, on peut désormais faire l'économie de la dictature du prolétariat ? Il suffisait d'y penser, et la plupart des sociaux-démocrates (pas tout !) y avaient pensé il y a déjà soixante ans. Malheureusement, il s'agit là d'astuces un peu grosses — dont les Italiens, par exemple, se gardent bien — qui ne passent pas comme une lettre à la poste, même dans un parti aussi peu porté sur la théorie que le PCF.

Deux Etats dans l'Etat

Autre exemple, la théorie de l'Etat. Elle s'ouvre sur le rituel coup de chapeau à l'apport de Marx et Lénine. Mais bien vite, on délaisse la subtilité de leurs analyses pour la bonne grosse conception stalinienne de l'Etat-instrument, manié comme à la parade par la classe dominante. C'est la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (CME) *« mécanisme-unique entre l'Etat et les monopoles »* (5). Comment s'opère ici « l'assimilation critique », le « dépassement » de la théorie ?

En deux temps. D'une part, on reprend la vieille idée sociale-démocrate des deux fonctions de l'Etat : sa fonction de domination politique (le mauvais côté de l'Etat, celui qui correspond à la défense des privilèges de classe) ; sa fonction technico-administrative (intervention économique et sociale, gestion des services publics, etc. : le bon côté de l'Etat, celui qui correspond à la croissance et à la socialisation des forces productives).

« Le mécanisme-unique Etat-monopoles » opère au sommet de l'édifice, sur le terrain de la première fonction. Sous le capitalisme monopoliste d'Etat, la fonction de domination politique de l'Etat domine et imprègne sa fonction technico-administrative : la *« tête »* de l'Etat (le pouvoir politique), aux mains des monopoles, imprime au *« corps »* administratif et gestionnaire une orientation néfaste aux intérêts populaires. Il suffit donc de s'emparer de la *« tête »* de l'Etat (*« présidence de la République, cabinets ministériels »*, p. 120) pour imprimer au *« corps »* administratif une orientation différente. Aussi, il ne s'agit pas de briser l'Etat mais de le transformer : *« Il n'y a sans aucun doute, dans l'Etat ac-*

(5) Assez curieusement, cette notion de *mécanisme unique* Etat-monopole n'empêche pas, selon FHS, une relative autonomie entre les monopoles et l'Etat (cf. p. 120). Comment un *mécanisme unique* peut être en même temps relativement autonome, c'est ce que FHS n'expliquent pas.

tuel, quelque chose à supprimer, écrivent FHS, *c'est le pouvoir du grand capital... Mais lutter pour abolir démocratiquement le pouvoir politique du grand capital, ne signifie pas que l'appareil d'Etat doive être purement et simplement détruit.* » (6)

La transformation de *« l'Etat actuel »* consiste à supprimer son mauvais côté et à développer son bon. Il s'agit de substituer au *« mécanisme-unique »* Etat-monopoles, un *« mécanisme-unique »* Etat-classe ouvrière, en conservant, à quelques aménagements près, le corps administratif et technique de l'Etat. En termes de dessin animé, tout se passe comme s'il y avait deux Etats dans l'Etat : deux roues dentelées, l'une petite, l'autre énorme, la petite embrayant sur la grande et lui donnant l'impulsion... Pour changer l'allure de l'ensemble, il suffit de remplacer la petite roue « monopoles » par une roue « ouvrière ». Plus besoin de briser la machine, d'opérer un « échange standard ». Grosse économie. D'autant que la mise en place de la pièce de rechange se fait sans grands à-coups.

Si la thèse des deux Etats se greffe sur le concept stalinien d'Etat-instrument, l'idée de *l'Etat-contradictoire*, chère aux communistes italiens (7) se greffe sur la thèse des deux Etats : le caractère de classe de l'Etat n'est pas mis en cause, à l'encontre de toutes les conceptions de l'Etat-arbitre, mais ce caractère de classe réside essentiellement dans la *« tête »* de l'Etat, le super-Etat des monopoles. C'est à ce niveau que s'opère la fusion organique entre les hauts fonctionnaires et le grand capital. Le caractère de classe du « corps administratif et technique » est moins net : la base de l'Etat est composée de salariés plus ou moins prolétarisés, reliés au mouvement ouvrier par leurs intérêts et leurs organisations. Les échelons intermédiaires, jusqu'à un niveau élevé, intériorisent fortement l'idéal du service public et s'offusquent des prébendes du grand capital. Les uns et les autres peuvent donc relayer, à l'intérieur même de l'Etat, l'effort de transformation démocratique visant à en modifier la nature (7). La conquête du pouvoir d'Etat n'exige donc ni grand chambardement — la substitution d'un type d'Etat à un autre — ni affrontements tragiques. *Elle peut s'opérer graduellement, sans rupture de continuité ni bouleversements institutionnels.*

Ni la « théorie » des deux Etats, ni celle de « l'Etat contradictoire » ne tiennent la mer.

La fonction de domination politique et la fonction technico-administrative de l'Etat sont rigoureusement indissociable (comme sont indissociables la division technique et la division sociale du travail). Il n'y a pas un bon côté et un mauvais côté de l'Etat, un super-Etat des monopoles et

(6) *Les Communistes et l'Etat*. p. 148 et 149. C'est FHS qui souligne.
(7) L'article de Luciano Gruppi : sur le rapport démocratie/socialisme in *Dialectiques* n° 17, p. 35
(8) *Les Communistes et l'Etat* p. 178
(9) Palmiro Togliatti : *Mémorial de Yalta*. 1964

un Etat-technicien neutre. Il y a un Etat bourgeois forgé au cours des siècles en vue d'assurer la domination d'une minorité sur l'immense majorité : tous ses appareils, ses procédures, ses institutions sont conçus dans le but de diviser, de passiver, de dépolitiser les masses populaires pour concentrer le pouvoir politique dans ses mains. Le formidable développement de l'Etat depuis un demi-siècle, son intervention massive et multiforme au service du système n'entraîne pas une dissociation de ses fonctions politiques et administratives, mais au contraire renforce leur imbrication. La conquête du pouvoir d'Etat ne saurait donc se limiter à la destruction du super-Etat des monopoles, laissant indemne, ou presque, l'appareil administratif et technique. Elle implique plus que jamais la refonte de cet appareil lui-même, sa réorganisation complète sur de nouvelles bases.

Cette refonte ne peut s'opérer graduellement, pacifiquement, par accumulation de réformes. Elle ne peut résulter que d'un affrontement violent entre les masses populaires, organisées hors et dans l'Etat, et le cœur de l'appareil d'Etat centralisant la contre-offensive bourgeoise. La croissance formidable de l'Etat — en personnels et en fonctions — ne renforce pas seulement sa puissance. Elle accroît considérablement aussi sa vulnérabilité, sa perméabilité aux lames de fond qui balaient la société civile. La présence de quatre millions et demi de salariés au sein de l'Etat constitue un atout évident pour la classe ouvrière. En cas de crise pré-révolutionnaire, ces salariés s'organisent à la base comme l'ensemble des travailleurs. Leur mouvement sera un cheval de Troie au sein de la citadelle étatique, qu'il contribuera à désagréger, puis à restructurer sous des formes nouvelles. D'où l'importance, pour le mouvement ouvrier, et singulièrement pour son aile révolutionnaire, de l'implantation dans ces couches salariées, du travail au sein des institutions et des appareils d'Etat. Mais l'objectif, la perspective de ce travail ne peut être, pour reprendre la formule de Togliatti, *« la transformation progressive de la nature de classe de l'Etat bourgeois, de l'intérieur même de cet Etat »*. Cet objectif de transformation graduelle et indolore est totalement illusoire, comme l'atteste encore l'exemple italien. La perspective à long terme du travail des révolutionnaires au sein des institutions et des appareils d'Etat ne saurait être que le développement de la dualité de pouvoir au sein même de ces institutions, lors de la crise révolutionnaire et le ralliement des conseils d'employés, de fonctionnaires, de soldats au contre-pouvoir ouvrier. Elle ne s'inscrit pas dans une stratégie de passage pacifique et parlementaire au socialisme, mais dans une stratégie de conquête révolutionnaire du pouvoir. En conséquence, elle refuse de subordonner les objectifs et les formes d'action du mouvement des masses aux prétendues exigences du processus de polarisation au sein de l'appareil d'Etat. L'ampleur et la

qualité de cette polarisation ne dépendent pas de la modération du mouvement des masses, mais au contraire de sa puissance, de sa combativité, de sa résolution.

La révolution française va commencer...

« L'assimilation critique » des acquis conduit encore nos auteurs à souligner longuement la différence qualitative entre les révolutions de *« l'ère bolchevique »* et celles d'aujourd'hui. De cette différence évidente, ils déduisent non seulement la nécessité d'une élaboration stratégique nouvelle, mais aussi une conséquence qui ne s'y trouve nullement impliquée : dans l'Occident capitaliste, le passage pacifique, électoral, au socialisme est devenu la règle, l'affrontement violent l'exception (10). Car la résistance de la classe dominante est fonction du rapport de forces entre les camps. Or, celui-ci est désormais tellement favorable au mouvement ouvrier que, moyennant une juste politique, celui-ci peut désormais sans violence venir à bout des vélléités contre-révolutionnaires des classes possédantes. Ce que les expériences chiliennes et portugaises confirment, comme on sait, pleinement...

Après quoi FHS s'essaient à l'application créatrice du marxisme ainsi assimilé, aux conditions concrètes de la France giscardienne. Pour eux, nul doute que la révolution socialiste ne frappe enfin à la porte. *« Le changement qui mûrit aujourd'hui dans le pays est à une autre échelle et d'une autre nature* (qu'en 1936, 1945, 1968). *Ce n'est pas seulement une politique, voire un régime qui sont en cause, c'est le système social lui-même qui atteint ses limites historiques. C'est donc au sens le plus profond du mot, une révolution qui s'annonce. »* (11) Et pour ceux qui n'auraient pas compris : *« Jamais le pays n'avait connu, depuis la fin de l'Ancien Régime, de crise aussi globale et profonde, et qui appelle de façon aussi urgente une solution à sa mesure, mais jamais non plus de crise où soient aussi présentes les conditions objectives et les forces conscientes pour la résoudre. »* (12)

C'est entendu, cette fois-ci, on ne nous fera plus le coup de l'immatu-

(10) Cf. p. 143 : *« A l'ère bolchevique, il n'y avait pas d'autre voie possible que de s'appuyer sur une forme d'organisation née complètement en dehors de l'Etat et contre lui : les soviets... Nos conditions ne sont pas seulement différentes ; par bien des côtés, elles sont à l'opposé de celles qu'ils ont connues. C'est précisément la démocratie la plus large qui assurera la supériorité des forces nécessaires à l'édification du socialisme, et la transition elle-même ne pourra commencer que par la conquête démocratique électorale de la majorité, dans les conditions mêmes de la domination politique du grand capital. »*

(11) *Les Communistes et l'Etat*. p. 8

(12) Idem : p. 140. Voir encore p. 126 : *« La possibilité de l'issue révolutionnaire à la crise ne résulte pas d'une décision arbitraire des communistes, mais des données objectives de la situation. »*

rité de la situation objective. C'est tout juste si FHS ne nous disent, paraphrasant un auteur célèbre (mais par eux méconnu) : les conditions de la transition au socialisme sont mûres, archi-mûres, elles ont même déjà commencé à pourrir.

Le scénario de la révolution socialiste française, selon FHS, s'identifie avec le procès de transformation de l'Etat : la transition commence avec le changement de majorité et l'instauration d'un gouvernement démocratique chargé d'appliquer le Programme commun. L'application immédiate des grandes réformes de structure économiques et politiques permet d'affaiblir d'emblée sensiblement la puissance des monopoles. Au-delà, le développement ininterrompu de la démocratie rend irréversibles les conquêtes incessantes des masses. *« C'est cela, faire la révolution dans les conditions de la France d'aujourd'hui »* (13), concluent FHS.

Les métamorphoses de « l'Etat actuel ».

Mais en quoi consiste précisément cette transformation démocratique de l'Etat, censée modifier peu à peu sa nature de classe ? Il s'agit à la fois de changer l'Etat, répondent FHS, dans ses formes, ses structures, ses personnels, et surtout de changer le rapport entre l'Etat et la société civile, en particulier, entre l'Etat et les travailleurs.

— En premier lieu, il convient de porter le fer dans les institutions : le gouvernement démocratique *« combattra l'interprétation giscardienne de l'actuelle constitution »*. (14) (A défaut de combattre cette constitution elle-même.) *« Il restaurera pleinement la démocratie parlementaire, aujourd'hui bafouée par la tradition gaulliste. Ses réformes institutionnelles viseront à rééquilibrer les pouvoirs au profits des assemblées élues. En plus des diverses dispositions avancées dans le Programme commun, il sera procédé un redécoupage des ministères. »* (15)

— En second lieu, les *« hommes du grand capital »* seront chassés *« des postes et points-clefs »* qu'ils contrôlent aujourd'hui dans l'administration (16). L'action administrative sera en conséquence désormais égale pour tous et non plus outrageusement favorable aux grands intérêts privés. *« Les travailleurs de la Fonction publique participeront directement ou par l'intermédiaire d'organismes consultatifs à compétence élargie, à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle de l'administration. »* (17)

— En troisième lieu, on réalisera une réelle décentralisation du pouvoir.

(13) Idem p. 149
(14) Idem p. 168
(15) Idem p. 170
(16) Idem p. 179
(17) Idem p. 181

Les préfets seront supprimés, les pouvoirs des communes étendus, des assemblées régionales souveraines instituées.

— Enfin, les appareils coercitifs de l'Etat seront épurés et démocratisés : l'Assemblée nationale dotera les soldats d'un *« statut démocratique »* étendant, *« sous des formes adéquates »*, les droits civiques et politiques aux casernes (sauf le droit de grève)... La police se verra assigner pour seule mission de garantir les libertés, d'assurer la sécurité des personnes et la protection des biens, etc.

Vers «l'autogestion nationale d'ensemble»

Mais ce qui donne son sens et sa portée révolutionnaire à ces réformes démocratiques, c'est la transformation du rapport entre les citoyens et l'Etat. C'est ici que le livre de FHS se montre réellement novateur par rapport aux thèses classiques du PCF. C'est ici qu'il reflète la pression des nouvelles aspirations démocratiques, autogestionnaires, des masses.

« Dans le principe, écrivent FHS, sans craindre d'en épater plus d'un, *les communistes sont contre l'étatisme... Le rôle de l'Etat démocratique ne sera pas de se substituer à l'activité et à l'initiative des masses, des collectifs de travailleurs manuels et intellectuels, mais d'en organiser les moyens... Ce que l'Etat doit apporter aux masses, c'est l'appui qui leur permettra de dominer les contradictions importantes d'intérêts qui subsisteront, le moyen d'organiser leur vie démocratique... Des formes d'autoorganisation sociales partielles sont concevables d'emblée ou à court terme. Elles s'inscrivent dans un mouvement dont la perspective est selon nous l'autogestion nationale d'ensemble. Cela signifie que l'Etat tendra à perdre sont caractère de moyen de domination de classe pour devenir une forme supérieure de maîtrise collective de toute la vie sociale. Dans le socialisme, les travailleurs disposeront et l'Etat organisera. »* (18)

Avec quelques années de retard, le PCF reprend la conception italienne — elle-même reprise des courants centristes ou social-démocrates de gauche de la IIe Internationale — d'un dépassement des limites de la démocratie représentative bourgeoise par l'intégration aux institutions parlementaires de formes de démocratie directe. L'Assemblée nationale, élue à la proportionnelle sur base territoriale, redevient le centre réel du pouvoir. Mais à côté de l'Assemblée et des ses équivalents locaux, se développera un dense réseau de « collectifs de travailleurs », centralisés au niveau régional et national dans les *Conseils économiques et sociaux. « Ces collectifs et leur Conseil joueront un rôle important de proposition et de*

(18) Idem p. 161-162-167

contrôle, sans préjudice des prérogatives des assemblées. » (19) Cette combinaison entre la démocratisation interne de l'Etat et le développement de la démocratie de base permettra une expansion ininterrompue de la démocratie politique. De formelle qu'elle était sous la domination des monopoles, celle-ci deviendra de plus en plus réelle, jusqu'à s'éteindre à terme dans le dépérissement de l'Etat. Et voici comment on passe de l'Etat bourgeois à l'Etat du peuple tout entier en contournant la « dictature du prolétariat ».

Splendeur et misères du gradualisme

La voie française au socialisme par extension progressive de la démocratie économique et politique constitue un gradualisme, et comme tous les gradualismes, elle ne présente que le défaut de faire abstraction de la lutte des classes. Elle présuppose une évolution unilatéralement favorable du rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat sur toute une période historique. Elle se fonde sur deux postulats également irréalistes : la classe dominante et ses alliés internationaux n'auront pas les moyens de s'opposer au lent processus de transformation socialiste, quand bien même ils en garderaient la volonté ; les masses populaires seront capables de soutenir un exceptionnel niveau de mobilisation et d'activité politiques sur une longue période. A ces conditions, en effet, et à ces conditions seulement, le lent processus de grignotage du pouvoir, la longue « guerre de position » que propose « l'eurocommunisme » a des chances d'aboutir.

Or, si elle n'est pas d'emblée dépossédée de ses leviers de commande économiques et politiques, la bourgeoisie capitaliste dispose des moyens de liquider en deux ans une expérience gouvernementale de gauche, aussi bien engagée au départ soit-elle (20). Les récents exemples du Chili, du Portugal, et dans un autre contexte, de l'Italie, montrent comment la classe dominante peut assurer son retour en force aux affaires, en combinant le chaos économique, le sabotage administratif, l'organisation de la violence fasciste. Contrairement à ce qu'espèrent les « eurocommunistes », elle en a non seulement les moyens, mais aussi la volonté. La bourgeoisie occidentale n'est pas plus disposée à prendre sa retraite (même dorée) qu'à co-gérer une « économie mixte », mi-socialiste, mi-capitaliste, au demeurant parfaitement inconcevable.

D'autre part, les larges masses ne sont en mesure, en système capitaliste, de consentir sur le long terme le niveau d'activité exceptionnel qu'exigerait, passé un certain seuil, la défense et l'extension de leurs

(19) Idem p. 192

(20) Voir à cet égard le livre de Serge-Christophe Kolm : *la Transition socialiste*, pourtant peu suspect de « gauchisme ».

conquêtes. Face au chaos économique et social orchestré par la classe dominante, si aucune issue positive à la crise n'est avancée par les directions ouvrières, on assiste tôt ou tard, inévitablement, au repli de larges secteurs des masses sur « la sphère privée », prélude à un renversement du rapport des forces. Le festin socialiste ne se concocte pas à petit feu...

Que la stratégie d'Union de la gauche laisse les leviers de commande économique et politique aux mains de la bourgeoisie — quitte à s'en emparer en douce en quelques législatures — c'est bien ce que confirme à nouveau le livre de FHS.

Pour ce qui est de l'économie, Michel Rocard rappellait récemment qu'après les nationalisations prévues par le Programme commun, *« il restera en France 80 % de la production totale de biens et services réalisés par un secteur demeuré privé »* (21). Pour ceux qui n'auraient pas suivi, il revenait à la charge au colloque de *l'Expansion* : *« On ne biaise pas avec le marché et sa régulation est globale... »* (22)

En ce qui concerne les leviers de commande politique, le livre de FHS est édifiant. La Constitution de 1958 reste en place, de même que l'ensemble des institutions et appareils qui assurent la domination bourgeoise depuis près de deux siècles. De quelque côté qu'on retourne la question, le projet de FHS revient à utiliser l'Etat démocratique bourgeois au service de la transition socialiste, moyennant un changement radical de sa « tête » et quelques aménagements secondaires dans son « corps ». Perspective totalement illusoire, à moins de considérer que le caractère de classe de l'Etat se concentre dans sa tête d'épingle, comme le caractère de classe de la bourgeoisie se concentre dans les monopoles... On peut alors rêver d'en finir avec l'Etat bourgeois comme on en finit avec une verrue.

Démocratie directe et démocratie parlementaire

Malheureusement, le caractère de classe de l'Etat bourgeois est autrement consistant et diffus. Il réside dans l'appartenance de classe de l'ensemble des hauts fonctionnaires, qui par leur origine sociale, leur éducation, leurs intérêts sont partie intégrante de la grande bourgeoisie. Il réside dans son arsenal juridique fondé sur la défense de la propriété privée. Il réside dans ses institutions, même les plus démocratiques : le parlementarisme bourgeois, n'est-il pas fondé sur la fiction de l'égalité de tous devant la loi qui confère la réalité du pouvoir aux puissances économiques ? Ses procédures n'assurent-elles pas aux élus un maximum d'autonomie par rapport à leurs mandants, leur permettant de fouler du pied leurs promesses électorales ? Ne leur assurent-elles pas le monopole

(21) Michel Rocard : *Nouvelle Revue socialiste*, n° 22, p. 17
(22) Michel Rocard : *les Socialistes face aux patrons, l'Expansion*, nov. 1976. p. 192.

de l'activité politique, les masses étant renvoyées à leurs brebis entre deux consultations ?

Cet Etat conçu et édifié pour la domination bourgeoise ne peut être l'instrument d'émancipation des travailleurs. Il sera, comme toujours, le centre organisateur de la réaction. Un gouvernement ouvrier aura à l'affronter comme ennemi non comme allié, même si existe plus que jamais la possibilité de le scinder. S'appuyant sur les « collectifs de travailleurs » structurés à la base, dans et hors les « institutions », il devra démanteler et restructurer l'Etat de fond en comble. Et ce n'est pas en adjoignant aux assemblées parlementaires des « conseils économique et sociaux » purement consultatifs, qu'il y parviendra. L'intégration à la démocratie représentative bourgeoise « d'éléments de démocratie directe », en la personne des « collectifs de travailleurs », ne supplée pas aux limites de cette démocratie, n'en modifie pas la nature de classe. Car dans le cadre des institutions bourgeoises maintenues, ces « structures de démocratie de base » sont vouées au dépérissement. Quelles fonctions spécifiques pensent assumer les « collectifs de travailleurs » si toutes les décisions se prennent au Parlement ? Des fonctions de proposition ? Les partis s'en chargent déjà. Des fonctions de contrôle ? Les syndicats s'en occupent et en tout état de cause, c'est un peu maigre pour faire vivre une structure de base et de masse de la classe ouvrière.

Si les « collectifs de travailleurs » ne sont pas des lieux de décisions, les unités de base de la nouvelle démocratie, il est certain qu'ils régresseront à l'état des actuels « comités d'entreprise ». Les masses se détourneront de ces structures sans pouvoir pour exercer leur pression sur les réels centres de décision. FHS le sentent bien. En contre-feu, ils suggèrent : *« Le travail de l'Assemblée doit être relié en permanence à l'expérience vivante des masses et, dans toute la mesure du possible, lui être soumis. »* (23) Mais comment s'exerce cette soumission ? N'est-elle pas ouvertement contradictoire avec l'idée sans cesse martelée de la souveraineté absolue de l'Assemblée, le « Conseil économique et social » se bornant à proposer et à contrôler ? Et que se passe-t-il en cas de conflit entre la représentation des « collectifs de travailleurs » et l'Assemblée ? En réalité, FHS sont en retrait sur les propositions des austro-marxistes et des sociaux-démocrates de gauche dont ils s'inspirent (24). Dans sa brochure *Démocratie et conseils ouvriers*, le socialiste de gauche Max Adler écrit : *« De cette coexistence des deux formes de représentation* (la pyramide des conseils et l'Assemblée nationale), *résulte cependant l'exigence que le poids principal repose sur le conseil central des conseils ouvrier, car ce dernier incarne, comme représentation de la population laborieuse, qui constitue une classe homogène, la véritable volonté générale*

(23) *Les Communistes et l'Etat*, p. 168
(24) Cf. Otto Bauer : *la Marche au socialisme*. Paris 1919, p. 23-24;

de transformation sociale... Doivent donc relever de sa compétence toutes les questions d'économie... Il doit aussi se réserver sans conteste le droit d'initiative auprès de l'Assemblée nationale et le droit de veto contre les décisions de cette dernière. Le choix du gouvernement doit également lui appartenir, en partage avec l'Assemblée nationale dans une proposition à établir. » (25) La question du pluralisme institutionnel — la coexistence de l'Assemblée nationale et du conseil central des conseils, au moins dans une période transitoire — dans un pays de vieille tradition parlementaire comme le nôtre, reste ouverte. Mais en tout état de cause, l'institution conseilliste doit disposer de pouvoirs étendus. C'est en particulier elle qui doit décider du plan.

Malgré ses fioritures « autogestionnaires », la position de FHS, et au-delà celle du PCF, représente un ralliement pur et simple au démocratisme bourgeois.

Les différenciations inévitables

Le livre de FHS illustre l'accentuation du « tournant italien » du PCF. La plupart des thèmes chers au pionnier de l'« eurocommunisme » s'y trouve : référence théorique à Gramsci et Dimitrov, redéfinition des rapports entre socialisme et démocratie, théorie de l'Etat-contradictoire, transition au socialisme conçue comme « guerre de position », insistance sur la conquête préalable de l'hégémonie, conception de l'Etat-démocratique comme combinaison de démocratie parlementaire et de démocratie directe, etc.

Mais l'« eurocommunisme » du PCF est loin de présenter la belle cohérence de son modèle italien. La stratégie gradualiste qu'il fonde ne pourra que se briser demain sur les réalités de la lutte des classes. Strictement inapplicable, elle laissera place (comme en Italie) à une gestion loyale du système rigoureusement contradictoire à ses prémisses. De ce point de vue, elle est plus vulnérable que l'étapisme stalinien classique postulant toujours et partout l'inactualité de la révolution : il est plus facile d'imposer aux travailleurs une politique de collaboration de classes sous prétexte de priorité à la lutte antifasciste ou à la reconstruction nationale qu'en raison de la nécessaire conquête préalable de l'hégémonie... Pour les PC de masse d'Europe occidentale, une cohérence stratégique est morte, une autre la remplace, plus sophistiquée, mais aussi plus fragile. Elle ne résistera pas aux affrontements de demain. La différenciation politique au sein du PCF est inévitable. Aux marxistes-révolutionnaires de savoir la stimuler et en profiter !

(25) Max Adler : *Démocratie des conseils ouvriers;* Maspero, nouvelle édition. 1977.